

Fourniture de matériels industriels pour la mise aux normes des stations-service du
SEO

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : DAF_2025_001054

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

TABLE DES MATIERES

Article 1 -	CONTEXTE	3
Article 2 -	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
Article 3 -	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
Article 4 -	ALLOTISSEMENT	4
Article 5 -	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 6 -	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 7 -	LIEU DE LIVRAISON	5
Article 8 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 9 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
9.1	Identification des parties	6
9.2	Remplacement des intervenants	6
9.3	Modalités d'exécution	7
9.4	Obligations du titulaire	8
9.5	Responsabilité du titulaire	9
9.6	Considérations sociales	9
9.7	Considérations environnementales	9
9.8	Traitement de données à caractère personnel	9
9.9	Clauses de réexamen	10
9.10	Constatation de l'exécution des prestations	10
9.11	Garantie	10
9.12	Pénalités	11
Article 10 -	REGIME FINANCIER	11
10.1	Forme et contenu des prix	11
10.2	Variation des prix	12
10.3	Avances	14
10.4	Modalités financières	14
Article 11 -	DISPOSITIONS DIVERSES	15
11.1	Echanges dématérialisés	15
11.2	Langue	16
11.3	Attribution du certificat de bonne exécution de marché	16
11.4	Propriété intellectuelle	16
11.5	Assurances	16
11.6	Autres obligations administratives	17
11.7	Résiliation	17
11.8	Différends	17
11.9	Litiges et contentieux	18
Article 12 -	DEROGATIONS	18

Article 1 - CONTEXTE

Le service de l'énergie opérationnelle (SEO) est un service interarmées en charge de la logistique et de l'approvisionnement de produits pétroliers et spéciaux au profit des forces armées ainsi que d'autres entités étatiques relevant du ministère des armées.

En son sein, le Centre de soutien technique et administratif (CSTA) assure la passation et l'exécution des marchés publics nécessaires à l'exécution des missions opérationnelles.

Les attributions réglementaires du SEO sont fixées par les articles R.3241-26 à R.3241-31 du Code de la Défense. Elles recouvrent 3 domaines complémentaires donnant une grande cohérence au soutien pétrolier interarmées et opérationnel :

- énergie, en particulier de la mobilité.
- soutien des forces armées.
- expertise.

À ce titre, il a pour mission d'assurer l'approvisionnement en carburant terrestre des véhicules sur l'ensemble du territoire. Le SEO prend donc à sa charge la reprise d'environ 138 stations-services exploitées auparavant par le Service de Commissariat des Armées (SCA) pour en assurer l'exploitation. L'état des différentes stations varie en fonction des différents sites. Ces stations doivent être mise aux normes, automatisées et supervisées pour permettre une disponibilité permanente de ces dernières 24h/24.

Afin d'adapter et rationaliser les stations-service aux exigences du SEO, un accord-cadre de maîtrise d'œuvre privée a été notifié en 2025.

Le groupement de maîtrise d'œuvre privée a pour mission d'organiser la passation des commandes pour l'ensemble des stations-services de métropole et d'outre-mer et d'assurer les opérations de vérification en vue de l'admission des fournitures objet du présent accord-cadre.

Article 2 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

La procédure est portée par :

Ministère des armées

Service de l'énergie opérationnelle (SEO)

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

Bureau Achats / Section Infrastructure

Caserne Thiry – 47, rue Sainte Catherine – CS 60016 – 54035 Nancy Cedex.

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone : (+33) 03 83 19 35 48

Adresse INTERNET (site PLACE, plateforme des achats de l'Etat) : www.marches-publics.gouv.fr

Courriel : isabelle.guide-forest@intradef.gouv.fr
csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr

Article 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre a pour objet la fourniture de matériels industriels pour la mise aux normes des stations-service du SEO.

L'accord-cadre porte sur des fournitures.

Code CPV de la consultation :

44611600-2 : Réservoirs

38550000-5 : compteurs

44162000-3 : Tuyauterie
 35121700-5 : Systèmes d'alarme
 38420000-5 : Instruments de mesure du débit, du niveau et de la pression de liquides ou de gaz.
 48000000-8 : Logiciels et systèmes d'information

Codes GM de la consultation :

44.03.14 - Autres fournitures et petit équipement

Article 4 - ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est alloti en six (6) lots techniques :

N°	Intitulés lots séparés
1	Réservoirs
2	Réseau et distribution de carburant
3	Tuyauteries
4	Equipements de lutte contre l'incendie
5	Téléjauge
6	Système d'information et bornes de gestion

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Article 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commandes en application des articles R.2162-1 à -6 et R.2162-13 et -14 du code de la commande publique (CCP).

L'accord cadre est mono attributaire pour chaque lot.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord cadre est conclu sans minimum et avec les maximums ci-dessous pour chaque lot sur sa durée, soit cinq (5) ans :

Lot	Libellé du lot	Montant estimé EUR HT	Montant maximum EUR HT
1	Réservoirs	4 500 000,00 EUR	9 000 000 EUR
2	Réseau et distribution de carburant	5 900 000,00 EUR	11 800 000 EUR
3	Tuyauteries	1 300 000,00 EUR	2 600 000 EUR
4	Equipements de lutte contre l'incendie	1 500 000,00 EUR	3 000 000 EUR
5	Téléjauge	1 900 000,00 EUR	3 800 000 EUR
6	Système d'information et bornes de gestion	2 500 000,00 EUR	5 000 000 EUR
<i>Ensemble</i>		<i>17 600 000,00 EUR</i>	<i>35 200 000 EUR</i>

Ces montants sont issus d'une estimation du maître d'œuvre privée (MOP), le pouvoir adjudicateur n'est pas engagé sur ces montants estimés.

Chaque lot cessera automatiquement de produire ses effets lorsque son montant maximum aura été atteint.

Article 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Chaque lot est conclu pour une durée de soixante (60) mois fermes.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

Article 7 - LIEU DE LIVRAISON

La liste des stations-service concernées par la livraison ou l'exécution des prestations est annexée au présent CCAP. Cette liste peut être modifiée en application de la clause de réexamen.

Conformément à l'article 20 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes ;
 1. BPU lot n°1
 2. Cadre de décomposition de prix global forfaitaire (DPGF) lot n°2
 3. BPU lot n°3
 4. BPU lot n°4
 5. BPU lot n°5
 6. Cadre de décomposition de prix global forfaitaire (DPGF) lot n°6
 7. Annexe délai lot n°1
 8. Annexe délai lot n°2
 9. Annexe délai lot n°3
 10. Annexe délai lot n°4
 11. Annexe délai lot n°5
 12. Annexe délai lot n°6
- le présent cahier des clauses administratives particulières et ses annexes (CCAP) :
 1. la dématérialisation des factures;
 2. la demande de prolongation de délai ;
 3. les courriels et points de contacts;
 4. les renseignements complémentaires ;
 5. la liste des stations-service ;
 6. annexe 6 « clauses administratives propres au lot n°6 »
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot n°1 réservoirs ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot n°2 réseaux et distribution de carburants ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot n°3 tuyauteries ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot n°4 équipements de lutte contre l'incendie ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot n°5 téléjauge ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot n°6 système d'information et bornes de gestion ;
- phasage des stations-service 2026-2030 ;

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services 2021 approuvé le 1er avril 2021 ;
- les avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- les modifications postérieures à la notification de l'accord-cadre ;
- les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- le mémoire technique du titulaire.(Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne saurait s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux)

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Identification des parties

9.1.1 Pouvoir adjudicateur

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, l'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par l'acheteur dans l'annexe 3 au présent CCAP intitulée « Courriels et points de contacts ». D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

9.1.2 Maîtrise d'œuvre privée

Le Groupement de Maîtrise d'œuvre privée procède à la vérification de la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché par l'examen des fiches techniques produits avant fourniture des produits et par des contrôles visuels sur sites lors de la livraison.

9.1.3 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, dans l'offre du titulaire par la complétude de l'annexe 3 au présent CCAP.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le CSTA de toute modification d'interlocuteur.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur.

Le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

9.3 Modalités d'exécution

9.3.1 Emission et exécution des bons de commande

Les commandes sont passées à l'aide de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commandes sont notifiés au titulaire par voie dématérialisée aux adresses électroniques indiquées dans l'annexe 3 au présent CCAP « Points de contact – Entreprise » rubrique : adresses pour la notification des bons de commandes, permettant d'assurer la traçabilité des échanges (échange Place/Chorus).

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, la date d'envoi du bon de commande est considérée comme celle de la notification de celui-ci.

Les bons de commande doivent indiquer de façon précise :

- la référence du bon de commande ;
- la référence du présent accord-cadre ;
- le numéro du lot concerné ;
- la station-service concernée par le bon de commande ;
- les fournitures concernées ;
- les quantités commandées ;
- le prix unitaire de la fourniture indiqué dans les annexes à l'acte d'engagement ;
- le prix forfaitaire du transport selon le kilométrage entre les locaux du titulaire et la station-service concernée ou selon le prix forfaitaire du transport pour une stations-service Outremer ;
- les délais d'exécution fixés dans l'annexe à l'acte d'engagement ;
- le montant total HT et TTC de la commande ;
- l'adresse d'envoi de la facture correspondante.

9.3.2 Délais d'exécution des prestations

Les délais d'approvisionnement des fournitures et des prestations afférentes sont indiqués par la titulaire dans les annexes 7 à 12 à l'acte d'engagement. Le titulaire est tenu de respecter les délais maximums fixés par l'acheteur dans ces annexes. Ces délais courent à compter de la date de notification du bon de commande et son exprimés en jours ouvrés.

Concernant les lots 1, 2, 4 et 5 les délais d'exécution prendront en compte le ou les délais des fournitures concernées ainsi que les délais de transport.

Les périodes de fermeture pour congés annuels du titulaire ne sont pas neutralisés pour le décompte des délais d'approvisionnement et d'exécution des prestations. Le titulaire indique ces périodes de fermeture dans l'annexe 4 au CCAP « Renseignements complémentaires ».

Le dépassement des délais maximum indiqués dans les annexes 7 à 12 à l'acte d'engagement entraîne l'application des clauses relatives aux pénalités du présent CCAP à l'article 9.12.

9.3.3 Anticipation du délai d'exécution

Le titulaire est autorisé à présenter les prestations avant l'expiration du délai d'exécution. Il n'est pas prévu de prime d'avance.

9.3.4 Prolongation des délais d'exécution

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

Le RPA peut dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS, accorder au titulaire une prolongation du délai d'exécution, sous réserve que :

- le retard prévisible soit dû à une cause indépendante de la volonté ou de l'action du titulaire ;
- le titulaire fasse la demande écrite de cette prolongation avant la date d'échéance du délai d'exécution contractuel de réalisation des prestations faisant l'objet de la commande.

Cette demande est à effectuer en suivant le modèle présenté en annexe 2 au présent CCAP et à adresser par voie dématérialisée aux destinataires indiqués en annexe 3 au présent CCAP intitulée « Courriels_contacts – SEO ».

9.3.5 Sursis de livraison

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire en application de l'article 21.5 du CCAG FCS.

Cette demande est à effectuer en suivant le modèle présenté en annexe 2 au présent CCAP et à adresser par voie dématérialisée aux destinataires indiqués en annexe 3 au présent CCAP intitulée « Courriels_contacts – SEO ».

9.3.6 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition.

Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

Au titre du présent accord-cadre, chaque co-traitant éventuel est chargé d'une ou plusieurs parties de réalisation des prestations suivant la répartition figurant dans l'acte d'engagement, les annexes de prix et le mémoire technique.

Lorsque le co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement après accord de l'acheteur.

9.4 Obligations du titulaire

9.4.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du pouvoir adjudicateur.

Il doit notamment :

- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis ;

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

9.4.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.4.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

9.4.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Accès aux emprises

Le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est susceptible de faire l'objet d'une enquête administrative conformément aux dispositions de l'article R.1332-22-1 du code de la Défense.

Par ailleurs, le personnel devra se conformer aux exigences du règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement.

Le titulaire du marché doit certifier que tous les personnels qu'il emploie pour la réalisation des prestations sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire du marché s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

9.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

9.6 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

9.7 Considérations environnementales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations environnementales.

9.8 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché public, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

9.9 Clauses de réexamen

En application des articles R2194-1 à R2194-9, le présent marché public pourra être modifié dans les circonstances suivantes :

Modification par avenant :

- lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché dans le cas d'une cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Modification par ordre de service valant décision du RPA (en application de l'art. 23 du CCAG/FCS) :

- modification par ordre de service de l'étendue des prestations concernant : l'ajustement d'un bon de commande suite à des constatations de prestations supplémentaires qui s'avèrent nécessaires, la localisation exacte des prestations, l'ajout ou la suppression de sites ;
- ajout de références de prestations supplémentaires dans les bordereaux des prix (BPU) ou cadre de décomposition des prix forfaitaire (DPGF) après devis du titulaire ;
- modification de la liste des sites d'exécution des prestations (ajout/retrait).

Modification par simple certificat administratif :

- lorsqu'intervient un changement des points de contact, des coordonnées des interlocuteurs de lieux d'exécution et de contrôle ;
- lorsqu'intervient un changement de comptable assignataire et/ou d'imputation budgétaire ;
- pour la correction d'une erreur matérielle sans impact sur la concurrence.

9.10 Constatation de l'exécution des prestations

9.10.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification de la bonne exécution des prestations à l'issue de la prestation pour chaque bon de commande sont effectuées sur le lieu de livraison par la maîtrise d'œuvre privée (MOP) dans un délai d'un mois à compter de la livraison par dérogation aux articles 28.2 et 30.1 du CCAG/FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des prestations exécutées par rapport aux stipulations du CCTP.

9.10.2 Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application de l'article 30 du CCAG/FCS et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

Ces décisions sont notifiées au titulaire par voie dématérialisée à l'adresse figurant sur l'annexe intitulé « courriels et points de contact » et comportent, s'il y a lieu, les motifs de réfaction, d'ajournement ou de rejet.

En cas d'ajournement, le chef d'établissement ou son représentant établit un rapport dans lequel il précise les points de non-conformité.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG/FCS, le titulaire est invité à présenter à nouveau les prestations mises au point dans un délai de quinze jours ou plus s'il estime que c'est nécessaire.

En cas d'admission avec réfaction, le chef d'établissement ou son représentant établit un rapport ainsi qu'une décision motivée dans les conditions fixées à l'article 30.3 du CCAG/FCS.

L'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification et matérialisée par un procès-verbal d'admission entraînant le transfert de propriété au profit de l'État.

9.11 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 33 du CCAG/FCS.

Cette garantie s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

9.12 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

9.12.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, et en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités forfaitaires suivantes :

- **200€** par jour calendaire de retard pour tout dépassement des délais d'exécution des prestations définis dans le bon de commande conformément à l'article 9.3.2 du présent CCAP.

7.12.2 – Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du lot.

7.12.3 – Seuil d'exonération des pénalités

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à 1 000€ pour l'ensemble du lot.

Observations du titulaire sur le décompte de pénalités :

Quand le RPA procède au recouvrement, le décompte des pénalités est adressé au titulaire qui est admis à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Suite aux observations du titulaire sur le décompte des pénalités en recouvrement, le RPA prend l'une des décisions suivantes :

- application définitive des pénalités ;
- exonération partielle ;
- exonération totale.

Le titulaire est informé de la décision prise par le RPA dans les formes prévues à l'article 9.1 ci-après.

Article 10 - REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Pour les lots 1, 3, 4 et 5 les prix sont établis en euros hors taxes et sous la forme de prix unitaires pour les fournitures et forfaitaires pour les frais de transport dont les libellés sont indiqués dans en annexes 1, 3, 4 et 5 à l'acte d'engagement ;

Pour les lots n°2 et 6 : Les prix sont établis en euros hors taxes et sous la forme de prix forfaitaires dont les libellés sont indiqués dans en annexes 2 et 6 à l'acte d'engagement ;

Les prix sont réputés inclure :

- les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison ;
A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Tout montant figurant dans les annexes à l'acte d'engagement est un montant hors taxe et en euros.

La T.V.A. est facturée en sus au taux en vigueur au moment du fait générateur qui est précisé dans l'acte d'engagement (débit, encaissement, livraison).

10.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 défini à la date limite de remise des offres fixée dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation.

Les prix sont révisés par l'application aux prix du marché de la formule suivante, pour le lot 3 :

$$P = Po [0,15 + 0,85 \frac{(Im)}{Io}]$$

dans laquelle

P=prix révisé

Po= prix fixé dans l'offre du titulaire

I = Indice du lot

Io = valeur définitive de l'indice I lue et connue au mois « Mo » ;

Im = valeur de l'indice I lu et publié à la date de la révision ;

Mois Mo = date limite de remise des offres.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Désignation du lot	Indice I sur lequel se base la révision des prix
Lot n°3 Tuyauteries	Indice INSEE "produits en caoutchouc et plastique" (identifiant 010764156 – réf. CPF 22)

Les prix sont révisés par l'application aux prix du marché de la formule suivante, pour les lots 1, 2, 4, 5 et 6 :

$$P = Po [0,15 + 0,85 [0,70 \frac{(Im)}{Io} + 0,30 \frac{(FSD2m)}{FSD2o}]]$$

dans laquelle

P=prix révisé

Po= prix fixé dans l'offre du titulaire

I = Indice du lot

Io = valeur définitive de l'indice I lue et connue au mois « Mo » ;

Im = valeur de l'indice I lu et publié à la date de la révision ;

FSD2o = valeur définitive de l'indice I lue et connue au mois « Mo »

FSD2m = valeur de l'indice I lu et publié à la date de la révision ;

Mois Mo = date limite de remise des offres.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Désignation du lot	Indice I sur lequel se base la révision des prix
Lot n° 1 Réservoirs	Indice INSEE "prix de production de l'industrie française pour le marché français – produits métallurgiques" (série 010764185 - réf. CPF 24)
Lot n°2 Réseau et distribution de carburant	Indice INSEE – Prix de production de l'industrie française (IPEA) : Division 27 = matériel électrique (série 010765006 – réf. CPF 27.90)
Lot n°4 Equipements de lutte contre l'incendie	Indice INSEE – Prix de production de l'industrie française (IPEA) : Division 27 = matériel électrique (série 010765006 – réf. CPF 27.90)
Lot n°5 Téléjauge	Indice INSEE – Prix de production de l'industrie française (IPEA) : Division 27 = matériel électrique (série 010765006 – réf. CPF 27.90)
Lot n°6 Système d'information et bornes de gestion	Indice Syntec IDCC 1486
Commun aux lots 1, 2, 4, 5 et 6	Indice INSEE – FSD2 - Frais et services divers – modèle de référence n°2 (série 001711011)

Périodicité de révision des prix :

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix sont révisés à chaque anniversaire de notification de l'accord-cadre par application de la formule décrite ci-dessus.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui établit de nouvelles annexes à l'acte d'engagement envoyées au moins un mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, au bureau finances du CSTA pour instruction et mise en application. Le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

La date de prise d'effet des nouvelles annexes de prix est la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Néanmoins si le titulaire transmet de nouvelles annexes de prix après la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre, celle-ci peut être acceptée par l'administration. La date de prise d'effet de ces nouvelles annexes de prix sera alors la date de notification. Il en va de même en cas de continuité de service à l'initiative du RPA.

Lors de la révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec autant de décimales que le prix d'origine et au maximum deux (2) décimales.

Les prix ainsi révisés restent inchangés pour la période annuelle suivante.

10.3 Avances

Le taux de l'avance est de 10%, du montant du bon de commande toutes taxes comprises, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée supérieure à deux mois. Pour les petites et moyennes entreprises, le taux de l'avance sera de 30%.

Ce taux est calculé selon les modalités des articles R.2191-6 et suivants du CCP.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande de début d'exécution des prestations.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et suivants du CCP.

10.4 Modalités financières

10.4.1 Répartition des paiements

Les prestations, objet d'un bon de commande font l'objet d'un paiement partiel définitif.

Les bons de commande d'une durée d'exécution supérieure à un mois peuvent faire l'objet d'acomptes mensuels pour la partie des prestations exécutées.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent sur la base des prestations effectuées.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir de la certification du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

10.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

10.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Les modalités de paiement se font dans les conditions telles que définies par les articles R.2192-10 et suivants du code de la commande publique.

10.4.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures sont établies en application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique. En plus des mentions de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, les factures comprennent les mentions suivantes :

- le code du service exécutant (**D14952Q054**) ;
- la référence de l'accord-cadre et le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
- le SIRET du CSTA : 15000003100998
- le SIRET de l'Etat : 11000201100044

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Echanges dématérialisés

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les échanges se font par messagerie électronique et selon les modalités suivantes :

Courriels émis par l'administration :

Les notifications et informations au titulaire sont faites par courriel aux adresses indiquées en annexe 3 au présent CCAP intitulée « Courriels et points de contact - Entreprise » via le site Internet de la PLACE : www.marches-publics.gouv.fr.

Les messages adressés par ce site Internet ont pour expéditeur nepasrepondre@marchespublics.gouv.fr, le titulaire doit veiller à référencer cette adresse afin d'éviter que les courriels ne soient classés dans la catégorie « SPAM » par son interface de messagerie.

Les dossiers de pénalités sont transmis au titulaire par voie dématérialisée ou par courrier avec avis de réception.

Courriels émis par le titulaire :

Les courriels émis par le titulaire au pouvoir adjudicateur sont adressés aux destinataires indiqués dans le document intitulé « Courriels et points de contact – SEO ».

Ou en cas d'envoi d'une réponse à une correspondance de l'administration via la PLACE, en utilisant la fonctionnalité de réponse proposée par le site PLACE.

Pour la facturation, les échanges électroniques sont réalisés via le site Internet CHORUS, conformément aux dispositions de l'article 5.6 du présent CCAP.

La date d'envoi des bons de commande via le site Internet PLACE détermine leur date de

notification.

Changement d'adresses courriel :

Le titulaire adresse un courriel au pouvoir adjudicateur pour modifier l'adresse de contact. De même, le pouvoir adjudicateur avertit le titulaire par courriel pour toute modification du point de contact SEO.

Avis de réception des courriels :

L'administration accuse réception des courriels adressés par le titulaire.

Dans le cas où le titulaire ne reçoit pas cet avis sous 48 heures, il est invité à contacter le numéro de téléphone du contact administratif mentionné dans l'annexe 3 au présent CCAP intitulée « courriels et points de contact SEO ».

11.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.3 Attribution du certificat de bonne exécution de marché

A la fin de la période d'exécution du présent contrat et à la demande de son titulaire, l'acheteur peut délivrer un certificat de bonne exécution du marché au titulaire qui aura donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de l'acheteur qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être accordée si :

- la qualité des prestations attendues aura été conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée de qualité ;
- le titulaire ne s'est pas vu appliquer des pénalités de retard ; - le contrat n'a pas été résilié aux torts du titulaire.

11.4 Propriété intellectuelle

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans les CCTP.

11.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

La notification du marché ne pourra intervenir qu'à compter de la réception de cette attestation.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées au maître de l'ouvrage.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/> ou <https://www.aprovall.com/fr/>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si le pouvoir adjudicateur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du code du travail, la carte

11.7 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG FCS, l'accord-cadre peut-être résilié en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG/FCS. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG FCS.

11.8 Différends

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Médiation - Organe chargé des procédures de médiation :

Bureau des développements numériques

SG SIRCOM

Télédoc 536

75572 Paris Cedex 12.

Comité consultatif :

Le comité consultatif compétent est le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nancy :

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

1 rue du Préfet Claude Erignac

54038 Nancy Cedex.

Le titulaire est invité à s'adresser au pouvoir adjudicateur pour toute question ou difficulté relative à l'exécution du marché. Le titulaire est informé par le présent article de l'existence d'une médiation mise en place au sein du Ministère des Armées.

Médiation Ministère des Armées :

Le médiateur des entreprises, directement rattachée à la Direction générale de l'armement, aide et conseille les entreprises dans leurs relations avec le Ministère en traitant les problèmes qu'elles rencontrent avec ses services.

Il peut être saisi par toute entreprise ayant une difficulté avec un service achats, aux coordonnées suivantes :

Par courriel : minarm-mediateur-entreprises.contact.fct@intradef.gouv.fr

Par téléphone : 09 88 67 32 45

Par courrier : Responsable relations entreprises

Direction Générale de l'Armement/DID/SSE

Cité de l'Air – Grand Balard – Bâtiment PERRET

60 boulevard du général Martial Valin - CS 21 63

75 509 Paris cedex 15

Les coordonnées peuvent évoluer en cours de marché, le site Internet du Ministère des Armées délivre des informations plus complètes sur le rôle et les modalités de saisine.

11.9 Litiges et contentieux

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de Nancy pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché :

Tribunal administratif de Nancy

5 Place de la Carrière

Case officielle n°20038 - F

54035 Nancy Cedex

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

Article 12 - DEROGATIONS

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Objet de la dérogation
9.1.1	3.3	Désignation des représentants du pouvoir adjudicateur
9.1.3	3.4.1	Désignation des représentants du titulaire

9.3.1	3.1.2	Date de notification du bon de commande
9.10.2	30.2.1	Décisions après vérifications
9.12.1	14.1.1	Pénalités
9.12.2	14.1.2	Plafonnement des pénalités
10.2	10.2.2	Périodicité de révision des prix
11.5	9.2	Assurances